

## URSS : LE GOULAG

« **Goulag, une histoire soviétique** », diffusé sur ARTE, aurait pu s'intituler « Goulag, « l' » histoire soviétique ». Y aurait-il en effet une autre « Histoire de l'URSS » que celle de la terreur, des répressions, du Goulag ? A la lecture des ouvrages, à l'écoute et à la vue des émissions qui se succèdent sur ce pays, on en douterait. L'univers totalitaire exclut toute vie sociale ou culturelle autonome, un Etat-parti contrôle le tout et il est nécessairement « contre son peuple ». La moindre initiative, la moindre création artistique, la moindre pensée qui tenteraient d'échapper ou de contester ce contrôle orwellien ont un destin tout tracé : le Goulag. Vous oseriez encore en douter ?

Telle n'est peut-être pas la pensée de l'historien-maître d'ouvrage du documentaire Nicolas Werth, je n'ai pas lu ses derniers textes, j'ai vu le film, c'est de lui que je parle et, plus généralement, de tout ce qui se dit et s'écrit ces derniers temps sur le passé soviétique et son Goulag.

Selon les auteurs du film, le système concentrationnaire est né avec la révolution de 1917, il est situé dans les fondements, « au cœur » du système soviétique, et bien sûr de son industrialisation stalinienne. C'est l'œuvre de Lénine et Trotski, bien avant d'atteindre son paroxysme sous Staline. Il ne s'agit plus d'affirmer que les fondateurs du pouvoir soviétique auraient semé « les germes » du stalinisme, ou que la dictature bolchévique aurait dégénéré en dictature personnelle, non, il s'agit cette fois de considérer que le système doublement punitif et productif que fut le Goulag était dans les plans et les premières expériences du pouvoir léniniste.

Toute critique de gauche du « stalinisme » s'en trouve disqualifiée, si du moins elle prétend préserver Lénine. Les antistaliniens trotskistes peuvent aller se rhabiller, au sens où Werth radicalise leur refus d'un certain type de bolchévisme, dont Trotsky n'était pas partie prenante avant 1917 et auquel il s'opposa dès 1923. Il est vrai que même à l'extrême-gauche et parmi les communistes repentis, la parole de Werth est bien reçue. A la différence des Courtois ou Furet et Nolte, cette parole ne leur enjoint pas de renoncer à leurs idéaux, mais propose une clé pour en comprendre la dérive fatale. Et toujours d'actualité si l'on en juge par exemple la situation belge, où un parti post-maoïste en pleine ascension, le Parti du Travail de Belgique, qui se propose toujours « le socialisme » comme horizon, se fait régulièrement interpeller à propos des bilans du communisme, de sa dérive et de ses crimes. Etant entendu que dans cette « dérive » figure le refus, à l'extrême-gauche en général, de l'économie de marché et de la propriété privée, de l'état de droit et de la démocratie pluraliste, le refus de l'entente plutôt que de la lutte des classes dont on a vu l'aboutissement, génocidaire, dans la dékoulakisation et la famine en Ukraine. En d'autres termes, seul un « socialisme » de marché, libéral, de réconciliation des classes serait acceptable, comme « non totalitaire ».

La démonstration des Werth-Rotman est richement documentée d'images d'époque – tournées par les Soviétiques eux-mêmes – elle est impressionnante, écrasante tant paraissent évidentes la violence sociale et la brutalisation des relations humaines.

**Après cela, y aurait-il quelque chose à ajouter ?** Peut-être, ce que ne font pas les auteurs mais bien le Parlement Européen, l'équivalence communisme-nazisme ? Exception faite des chambres à gaz, frappante est pourtant la ressemblance entre méthodes d'extermination (genre : affamement et meurtres de masse, balle dans la nuque). On évoque même une « déportation des Juifs » (en URSS par le NKVD).

Toute critique du film risque d'apparaître comme un déni de l'horreur ou, du moins, comme du pinaillage sur des détails. Au gré des écrits et émissions TV sur le Goulag, on peut ergoter sur des chiffres ( 2,5 millions maximum de prisonniers en 1953 selon les archives ou 18 millions selon des témoins ? Dix ou quarante millions de déportés ? Quatre, cinq, dix, vingt, soixante millions de victimes ? On peut vouloir voir, dans la politique répressive soviétique, des différences de périodes et de conceptions (les « Solovki » sous Lénine furent-elles le « laboratoire » du « Goulag » ?) ou contester la confusion entre les camps du Goulag et les exils ou relégations. On pourrait tergiverser, donc. Mais à quoi bon ? La Vérité irréfutable du système esclavagiste, de sa cruauté et de ses taux de mortalité ne suffit-elle à disqualifier toute tentative d'introduire des « nuances » dans le Récit de ce que fut la barbarie bolchévique ?

On peut aussi discuter l'affirmation selon laquelle l'industrialisation de l'URSS aurait eu lieu grâce au Goulag. On peut constater que les principaux « exploits » de cette entreprise furent, dans des régions parmi les plus inhospitalières, des canaux, quelques chantiers de chemins de fer, l'extraction du charbon et de l'or, d'autres minerais et métaux précieux. On peut rappeler que les principaux foyers de cette industrialisation ont été les vieux bassins d'Ukraine et de l'Oural, les nouveaux centres comme Magnitogorsk, où la main d'œuvre n'était pas celle du Goulag. On peut ajouter que le BAM (nouveau transsibérien) fut achevé bien après la mort de Staline, de même que les réalisations les plus modernes de l'extraction gazière, de la pétrochimie, de l'hydroélectricité, de l'industrie automobile, de l'électronique. Les gestionnaires du Goulag eux-mêmes n'auraient-ils pas constaté le peu de « rentabilité » du travail servile ? N'ont-ils pas renoncé à cette économie pharaonesque dès la mort de Staline en 1953 ? L'URSS n'a-t-elle pas vécu « sans » pendant trente ans ?

Les auteurs du documentaire d'ARTE, l'historien Nicolas Werth et le réalisateur Patrick Rotman sont l'un et l'autre précédés d'une excellente réputation dans leurs domaines. Werth est devenu le spécialiste attitré en France de l'histoire de l'URSS, spécialement des répressions du régime. Il a eu accès en Russie à quantité d'archives et notamment celles de l'association « Mémorial », que le régime de Poutine accuse d'être « agent de l'étranger », en raison de ses financements américains. C'est aussi contre « l'occultation du passé » par le régime russe actuel que s'élèvent Rotman et Werth. Occultation ? Mais Poutine n' a-t-il pas récemment encouragé l'ouverture d'un Musée du Goulag et l'érection d'un monument à ses victimes ? Reste, en effet, qu'une masse d'archives est au secret.

Le documentaire de Werth fera date. Il y eut certes des précédents. Dès les lendemains de la révolution et de la guerre civile, « la vérité était connue », il y eut des auteurs, liés à la contre-révolution blanche et exhumés par Nicolas Werth, pour dénoncer la terreur rouge et révéler l'existence de « camps de concentration » créés par les Bolchéviks de la première heure. Certes en négligeant les terreurs blanche et autres, les interventions étrangères dans ce qui fut une guerre « civile » internationale. Les « témoins » antisoviétiques n'étaient-ils pas parfois complices des « bourreaux » de leur propre camp ? On peut se demander comment Werth, après avoir fait preuve de prudence dans de précédents écrits (comparé à Courtois !) en vient à prendre ses références à des sources aussi tendancieuses, mais peut-être le fallait-il, dès Octobre 1917 - prendre le parti des ennemis de la révolution, présumé parti de la liberté et de l'humanisme, donc du capitalisme et de la contre-révolution ? Là est peut-être la question essentielle : « le refus de la civilisation capitaliste » comme l'a dit l'historien-phare de la Glasnost Youri Afanassiev. Aux origines de « la catastrophe ». Le bolchévisme comme radicalisation du chaos, poussant au crime la fange plébéenne et son abjecte racaille : autour de ce thème apocalyptique, une abondante littérature est parue en Russie.

Et si la dénonciation du (judéo)bolchévisme fut le fait des fascistes et des nazis, n'était-elle pas pour autant fondée ? Des historiens, tel l'Allemand Ernst Nolte, ne nous ont-ils expliqué que le nazisme fut à la fois « réactif » à la barbarie bolchévique et inspiré par elle ? Des dissidents russes n'ont-ils pas dit que la naissance du « fascisme mondial » avait eu lieu en Russie en 1917, inaugurant les grands malheurs du XXème siècle ?

Après la guerre, « J'ai choisi la liberté » de Victor Kravchenko, agent soviétique passé dans le camp étatsunien, révéla l'étendue du système concentrationnaire. Son audience fut énorme. Mais les soupçons de liens avec la CIA ont permis aux communistes de le discréditer. En vain. La bonne cause fut entendue.

Le rapport dit secret de Nikita Krouchtchev au XXème Congrès du PCUS (1956) est venu apporter une caution officielle à une partie au moins des accusations de Kravtchenko. Cette fois, les communistes ont du s'incliner, sauf les staliniens incorrigibles et leurs héritiers maoïstes. Or, le procès krouchtchévien de Staline était encore très modéré, très partiel, ce qui devait soulager les communistes « pro-Moscou », rassurés que les dégâts fussent limités et le dossier vite refermé, la censure rétablie « car les camarades ne comprendraient pas ». En 1968, à Prague, l'éventualité d'une issue révisionniste fut refermée, et c'est ce qui aurait désespéré le père de Nicolas Werth – il n'était pas communiste, mais il aurait cru à la « promesse » tchécoslovaque. Il mourut peu de temps après l'agression d'août 1968.

La tragédie fut déterminante dans le désir du fils « de comprendre ». Etudiant puis chercheur en URSS, il rassembla peu à peu les indices et les fragments de l'énigme enfouie sous la chape de plomb marxiste-léniniste. Les dissidents ne craignaient plus de parler. La répression reprit de plus belle sous Brejnev, des centaines voire des milliers

de condamnés rejoignirent les camps, mais ce n'était plus « le Goulag », ni par le nombre, ni par les fonctions, et encore moins par la capacité de terroriser ou d'intimider : peu à peu, la société soviétique s'éveillait. Les littératures, les cinémas, les thâtres s'affranchissaient des normes du « réalisme socialiste ». Les échos des anciennes tragédies faisaient surface, amplifiés par de courageux porte-voix.

Dans les années 1970, « L'Archipel du Goulag » d'Alexandre Soljénitsyne eut un énorme retentissement, y compris à gauche, faisant basculer l'intelligentsia brevetée « mai 68 » de son mao-gauchisme vers un ardent anticommunisme de rattrapage, sous la conduite des « nouveaux philosophes ». N'en déplaise au PCF qui, moyennant l'exploitation habile du contexte par François Mitterrand, se vit définitivement exclu de la course au pouvoir. « Le Goulag à Paris » fut évité, et la page du communisme bientôt tournée, sans retour, à Berlin puis à Moscou. Il est vrai que les camarades corrompus de la kleptocratie trouvèrent à se recycler. Preuve que le mensonge et le vol, ils savaient y faire !

En 1997, « Le Livre noir du communisme » de Stéphane Courtois, dans lequel Werth était chargé de la partie concernant l'URSS, fut immensément publié, promu, traduit dans les langues de nombreux pays. Werth se distanca des excès de Courtois. Vu la chute de l'URSS et l'ouverture de ses archives, rares furent les contestataires du « Livre noir », qui imposa pour de bon, dans l'ensemble des médias, et sur tous les continents, sa vision terrifiante des crimes du communisme.

La Russie ne fut pas de reste : contrairement à ce qui a été dit et répété ces derniers temps, un torrent d'ouvrages anticommunistes a bien déferlé sur la Russie, des films et des séries télévisées ont eu pour théâtre le Goulag et les répressions. Nettement moins sous Poutine, c'est vrai.

Le documentaire d'ARTE annonce une nouvelle vague, portée cette fois par l'image de haute qualité, une vision globalisante, et une réalisation remarquable. On observera qu'il s'agit principalement d'images de propagande soviétique – exaltant les chantiers de la construction du socialisme et de la rééducation par le travail – images supports d'un mensonge que les auteurs détournent par un commentaire dénonciateur de l'imposture, dévoilant la Vérité enfin révélée.

Cela dit, on s'interrogera sur la démarche de l'historien Nicolas Werth. A l'entendre il y a quelques années, deux écoles se disputaient l'interprétation du phénomène soviétique. L'école « totalitariste », focalisée sur le Pouvoir de l'Etat-Parti étudiait les faits et gestes du Kremlin (la kremlinologie) et les rapports (de soumission, de passivité ou de rébellion) du peuple à l'égard de ce pouvoir « en guerre contre son peuple ». L'école « révisionniste », axée sur l'histoire sociale, étudiait les évolutions, les changements au sein de la société, ses conduites relativement autonomes, et certes son rapport avec le pouvoir, mais conçu dans un « aller-retour » dynamique et non dans

la seule mécanique « de la violence de haut en bas ». Les analyses des deux écoles pouvaient être très divergentes. Ainsi, les changements intervenus après la mort de Staline ou de Brejnev s'expliquaient, pour les kremlinologues, par de féroces luttes de pouvoir, alors que les « révisionnistes » y voyaient surtout l'expression de changements dans la société auxquels les cadres dirigeants n'étaient pas imperméables.

Nicolas Werth prétendait dépasser ce conflit. Où en est-il arrivé aujourd'hui ? Il semblerait bien qu'au fil de ses recherches, polarisées par les grandes entreprises punitives et productives du Pouvoir, du Goulag, il se soit rapproché de la première école. Laissons cette question en suspens. Sans doute n'a-t-il pas tout dit.

La « goulagisation » de l'histoire soviétique, en tout cas, est en marche, alors même qu'une multitude d'autres aspects de cette histoire sont l'objet de recherches en Russie, mais qui n'ont manifestement aucune place dans les représentations de cette histoire qui nous sont imposées de façon souvent agressive, n'autorisant plus un quelconque débat, spécialement en francophonie.

Sans doute y a-t-il, sur l'histoire du Goulag et de l'URSS, d'autres sources, mais elles sont réservées aux spécialistes, inaccessibles au grand public, rarement publiées en France, parfois refusées par de grands éditeurs. A quoi bon du reste chercher la complication alors que des réponses simples sont données dans les best sellers et à la télé ?

**Non, vraiment, il n'y a plus rien à dire** qui n'aille dans le même sens et ne se fonde dans le consensus européen. Celui-ci s'élabore, au sein de l'Union Européenne, au prix d'une confrontation entre les « mémoires collectives » présumés de l'Est et de l'Ouest. Selon les formules consacrées, il y aurait « hypermnésie de l'holocauste » (juif) et « amnésie des crimes du communisme, dont l'Holodomor, la famine-génocide en Ukraine ». Les gens d'Ouest, qui ont vécu l'occupation nazie mais non l'occupation soviétique sont insensibles à celle-ci, qu'ont douloureusement vécu les peuples de l'Est. On risque encore d'ergoter sur cette dichotomie : les peuples de l'Est n'ont-ils pas vécu plus cruellement que ceux de l'Ouest les exterminations nazies ? Le fascisme dans les années trente et la collaboration sous l'occupation nazie n'ont-ils pas recruté davantage à l'Est leurs adeptes et exécuteurs de basses œuvres ? A l'inverse, certains pays de l'Est également, comme l'URSS ou la Yougoslavie, n'ont-ils mobilisé abondance de partisans et d'adhérents aux nouveaux régimes de « démocratie populaire » ?

Ce qui est en jeu, c'est moins une dichotomie Est-Ouest qu'une problématique transversale où la figure du « Mal » serait incarnée par les fascismes et leurs collaborateurs, et celle du Bien par le front uni « antifasciste » en tête duquel marchaient l'Armée Rouge et les résistants communistes. C'est ce « mythe » qui fait problème !

Nous sommes invités à nous en affranchir. Pour reprendre l'expression d'un journal parisien, il faudrait le « pulvériser » à l'approche du 75<sup>ème</sup> anniversaire de ce que Moscou ose encore appeler « la victoire sur le fascisme ». Cette légende de l'Armée Rouge triomphante, à laquelle contribua pourtant feu le fameux correspondant de guerre britannique en URSS Alexandre Werth, le papa de Nicolas...

**JMC, février 2020**

**Alexander Werth, l'auteur de « La Russie en guerre » (Tallandier. Texto 2011) s'est suicidé le 5 mars 1969. Son fils, l'historien Nicolas Werth raconte : « *Le seul mot que mon père a laissé , c'était « Adieu ma Russie ». Le choc de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes soviétiques, le 22 août 1968, avait été terrible pour lui. Il n'a jamais été communiste, mais il était enthousiasmé par l'expérience tchèque. Il a cru au « socialisme à visage humain », à cette possibilité de transformation, que l'invasion a balayée. Il ne s'en est pas remis » (« Le Monde », 17 janvier 2020)***